

La Voix de l'Arménie

REVUE BI-MENSUELLE

Paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, Rue Jacob, Paris VI^{me}

.. .. Téléphone : Gobelins 40.99

Le Numéro : 0 fr. 50

Abonnements : France, Un an 12 fr. — Etranger, Un an 15 fr.

Comité de Patronage de "LA VOIX DE L'ARMÉNIE"

- M. ALBERT THOMAS, ancien Ministre, Député.
- M^{me} C. ANDRÉ, Présidente du Comité de Propagande des Amitiés Franco-Etrangères.
- M. le Général BAILLOUD, Inspecteur général des Troupes Françaises en Egypte et en Palestine.
- Mgr BAUDRILLART, Recteur de l'Institut Catholique de Propagande Française à l'Étranger.
- MM. Pierre BERNUS, Publiciste, Correspondant du Journal de Genève.
- BONET-MAURY, Professeur honoraire de l'Université de Paris.
- Pierre de BOUCHAUD, homme de lettres.
- Emile BOUTROUX, de l'Académie Française.
- Paul BOYER, Directeur de l'École des Langues Orientales vivantes.
- Georges CLEMENCEAU, Président du Conseil des Ministres, Sénateur.
- DENYS COCHIN, de l'Académie Française, ancien Ministre, Député.
- Baron Ludovic de CONTENSON.
- Henri GOULON, Avocat à la Cour d'Appel.
- Charles DIEHL, de l'Institut, Professeur à l'Université de Paris.
- Paul DOUMER, ancien Président de la Chambre des Députés, Sénateur.
- Emile DOUMERGUE, Doyen de la Faculté libre de Théologie protestante à Montauban.
- Eugène d'EICHTHAL, de l'Institut, Directeur de l'École des Sciences Politiques.
- Etienne FLANDIN, Sénateur.
- Anatole FRANCE, de l'Académie Française.
- M^{me} Georges GAULIS, Publiciste.
- Dr. H. Adams GIBBONS, Docteur en Philosophie, auteur de « La Fondation de l'Empire Ottoman ».
- Mgr GRAFFIN, Directeur de la Société Anti-Esclavagiste.
- MM. GUERNIER, Député, ancien Haut Commissaire de la République Française en Grande-Bretagne.
- A.-F. HEROLD, Vice-Président de la Ligue des Droits de l'Homme.
- Gustave HERVÉ, Rédacteur en Chef de « La Victoire ».
- C. JONNART, ancien Ministre, Sénateur, Président de la Compagnie du Canal de Suez.
- Mgr LE ROY, Evêque d'Alinda.
- MM. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Institut.
- Georges LEYGUES, Ministre de la Marine, Député.
- F. MACLER, Professeur à l'École Nationale des Langues Orientales vivantes.
- A. MEILLET, Professeur au Collège de France.
- J. de MORGAN, ancien Directeur Général des Antiquités de l'Égypte.
- René PINON, Publiciste, Professeur à l'École des Sciences politiques.
- REBELLIAU, de l'Institut, Conservateur de la Bibliothèque de l'Institut.
- Salomon REINAGH, de l'Institut.
- Louis RENAULT, de l'Institut, Ministre Plénipotentiaire, Professeur à la Faculté de Droit.
- Marc REVILLE, Député.
- G. SCHLUMBERGER, de l'Institut.
- SENART, de l'Institut.
- Mgr TOUCHET, Evêque d'Orléans.
- M. Maurice VERNES, Président de la Section Religieuse de l'École des Hautes Etudes.

SOMMAIRE :

- L'Arménie et la Capitulation Maximaliste, par M. René PINON.
- L'Arménie et la Question des Nationalités, par M. PIGNOT.
- DOCUMENTS. Extrait du récent discours de M. Balfour. — L'histoire des Accords secrets d'après L'Asie Française.

REVUES ET JOURNAUX.

- L'Année 1917 et les problèmes d'Asie. (L'Asie Française).
- Vers les nouveaux massacres. (Extrait du Times, du Near East et du Figaro).
- Nouvelles déclarations de Talaat Pacha. (Le Journal de Genève).
- L'Effort arménien (Asie Française, le Temps).

La Voix de l'Arménie

REVUE BI-MENSUELLE

L'Arménie et la capitulation maximaliste

Il y a une espèce d'hommes aussi criminels que les massacreurs Turcs : ce sont les maximalistes russes qui, sachant de quoi les Turcs sont capables, abandonnent le front asiatique et livrent à la fureur de leurs ennemis d'hier les Arméniens délivrés par les Russes. L'abominable capitulation de Lenine et de Trotski va coûter encore des flots de sang innocent : il est, hélas, trop facile de le prévoir. C'est le résultat ordinaire, — l'histoire en fait foi — des prédications pacifistes ; elles amollissent les cœurs, endorment les peuples honnêtes et préparent la domination des nations de proie.

Les tyrans révolutionnaires qui ont livré la Russie, pieds et poings liés, à ses pires ennemis et préparé son asservissement politique et économique, ont si bien senti eux-mêmes ce qu'il y avait de particulièrement odieux à abandonner les restes du peuple arménien à la vengeance des Turcs, qu'ils ont rendu le décret officiel que nous avons commenté ici dans le numéro du 1^{er} février : nous en avons loué l'intention mais nous en mettions en doute l'efficacité ; ce n'était là, on peut le craindre, qu'une vaine

manifestation destinée à tromper l'opinion universelle ; tandis que le « gouvernement » maximaliste décrétait que l'armée russe devait tenir le front d'Arménie jusqu'à ce qu'une armée arménienne soit organisée, les soldats russes, sans attendre la permission, quittaient le front et s'en revenaient tranquillement chez eux par bateaux ou par chemins de fer, ne laissant en Arménie que les quelques bataillons arméniens qui servaient comme auxiliaires dans l'armée russe, trop faibles encore pour opposer une résistance efficace aux forces turques et revendiquer par les armes le droit de l'Arménie à la vie et à l'indépendance.

Les nouvelles les plus alarmantes nous parviennent : en même temps que leurs amis Allemands franchissaient l'ancienne ligne de démarcation et s'avançaient en Russie, les Turcs s'avançaient en Arménie. A l'heure où nous écrivons, ils seraient parvenus sans résistance à Erzindjian et à Trébizonde. Les villes et bourgades des vilayets arméniens avaient été complètement vidées de leurs habitants ; tout ce qui avait échappé au massacre et à une déportation qui n'était que la forme lente de l'assassinat, s'était enfui en Transcaucasie russe, derrière les Russes vainqueurs, ou en Perse ; ces malheureux réfugiés étaient peu à peu revenus, confiants dans le courage et la solidité des soldats russes, que ce soient ceux du Tsar ou ceux de la République. Et voici que, de nouveau, sans que les Russes aient subi le moindre échec militaire, sans que la force des Turcs se soit accrue, par la seule vertu démoralisatrice de la Révolution maximaliste, ces malheureux se voient contraints de choisir entre une nouvelle fuite ou de nouveaux massacres.

Ce que peuvent être les intentions des troupes turques, il est trop facile de le deviner. L'effondrement de la puissance russe ne peut qu'exalter leur orgueil, leur faire croire qu'elles ont remporté des victoires et les persuader que les massacreurs n'ont aucun châtement à redouter.

D'ailleurs une agence nous informe, de Constantinople, à la date du 15 février, que, depuis le départ des troupes russes, les soldats Arméniens qui occupent le territoire ont commis des « atrocités » contre les populations musulmanes. La malice est, comme on dit, cousue de fil blanc; les Allemands, chaque fois qu'ils se préparent à commettre quelque acte contraire au Droit des gens et aux conventions qui régissent la paix et la guerre entre nations civilisées, d'abord accusent leurs adversaires du crime qu'ils se préparent à commettre; avec eux, c'est toujours le mouton qui a commencé! Les Turcs imitent maladroitement cet odieux procédé. Leur communiqué donne le frisson; il s'agit évidemment de faire oublier et de justifier rétrospectivement les massacres passés et de préparer, sous prétexte de représailles, les massacres futurs. Décidément l'Arménie et les Arméniens doivent disparaître de la surface du globe: ainsi l'ont décidé les Turcs et les Allemands. Peut-on du moins espérer que, derrière les anciennes frontières de l'Empire russe, les débris des Arméniens pourront toujours trouver un refuge? Non, puisque les conditions de paix que les Turco-Allemands ont imposées aux maximalistes et que ceux-ci ont acceptées sans sourciller, comportent la cession aux Turcs de Batoum, Kars et Ardahan, c'est-à-dire, la frontière d'avant le traité de Berlin et la guerre de 1877. Ainsi une bonne partie de l'Arménie qui se trouvait en territoire russe retomberait sous le joug turc. Ainsi en ont décidé les pangermanistes et l'Etat-major allemand; ils veulent disposer d'une libre communication entre l'Anatolie turque, qui sera sous le protectorat allemand, et la Perse, l'Asie centrale, les Indes, le Turkestan. Les divisions turques s'avancent maintenant pour réaliser ce programme; elles vont chercher à établir une liaison avec les Tatares de Transcaucasie, ennemis séculaires des Arméniens et des Géorgiens, avec

les populations musulmanes du Caucase, et, par-delà les montagnes et par-delà la Caspienne, avec les sept millions de musulmans de la Russie du Sud-Est et avec les grandes agglomérations musulmanes du Turkestan russe : Khiva, Boukhara, Samarkand, Tachkend, Merv, aux noms prestigieux qui rappellent les exploits du Tchinguiz-Khan et de Timour, ancêtres et héros du pantouranisme. Déjà des troubles graves sont signalés en Perse dans la région de Recht et de Tabriz où les musulmans de race turque s'agitent à la fois contre les Perses Iraniens et contre les Arméniens. La doctrine du panturcisme ou pantouranisme, inventée ou rajeunie par des savants Allemands (1) peut séduire l'imagination naïve d'un Enver ou d'un Nazim, elle n'est en réalité qu'un instrument de conquête et de domination aux mains des pangermanistes ; il s'agit d'achever le démembrement de la Russie et, comme les états musulmans que l'on créerait par une application mensongère et hypocrite de la doctrine du droit des peuples, seront incapables de se régir eux-mêmes, c'est l'Allemagne et ses vassaux turcs qui les organiseront. Ainsi le germanisme s'installera au cœur de l'Asie au lieu et place des Russes ; il pénétrera en Perse et en Afghanistan sous couleur d'émancipation et, de là, il agitera les Indes pour en chasser les Anglais (2). Son action s'étendra, par les musulmans du Yun-nan et de la Sibérie, jusqu'en Chine. Le Mikado et ses ministres sont des hommes trop avisés pour n'avoir pas déjà aperçu les perspectives que l'effondrement russe donne aux ambitions allemandes s'il n'y est mis bon ordre. Il y a là, pour toutes les puissances civilisées, un grand péril qui menace aussi bien les Indes que l'Egypte et l'Afrique du Nord et

(1) Tels les Arminius Vambéry.

(2) Le traité imposé aux maximalistes reconnaît l'indépendance de la Perse et de l'Afghanistan.

qui doit inquiéter le Japon. L'Allemagne fait de la Turquie des Enver et des Talaat l'instrument et le jouet de ses ambitions de domination universelle; mais on ne joue pas sans danger avec le fanatisme musulman, on ne réveille pas impunément la férocité turque; l'arme est à deux tranchants et se retourne contre celui qui croit la manier; l'Allemagne, si elle réussissait dans ses projets démesurés, aurait elle-même un jour à se repentir de son imprudence. Adolphe d'Avril termine son beau livre sur le *Traité de Berlin* par ce conseil, formulé dans la vieille langue du droit: « adversus Mahomeriam æterna vigilantia esto ». La sanglante démonstration des massacres d'Arménie lui a déjà donné raison; il est criminel de laisser les discordes européennes procurer aux Turcs l'occasion de revanches qui prennent fatalement, avec eux, la forme de la guerre sainte et du massacre de populations entières. Puissent les Arméniens et les Géorgiens du Caucase n'en pas faire la trop prochaine expérience!

Voilà pourquoi nous voyons dans le communiqué du 15 février, qui prête aux Arméniens des « atrocités » contre les musulmans, un grave et effrayant symptôme. En vérité, sous la plume des Enver et des Talaat, responsables des tortures et du massacre d'un million d'êtres humains sans défense, — tortures et massacres qui durent encore, — cette plainte apparaît comme une macabre et sanglante plaisanterie. Il est inutile de réfuter de pareilles inventions à moins que les Turcs ne qualifient d'atrocités la juste réparation de quelques-uns des crimes précédemment perpétrés, telle que la revendication par les Arméniens, revenus dans leur pays, de leurs biens occupés arbitrairement par des musulmans Turcs, Circassiens ou Kurdes. Et si d'aventure un Arménien, échappé par miracle aux massacres, revenait et, apprenant dans quel harem sa fille a été enfermée et violée par l'assassin de sa

mère, la reprenait, serait-ce là une « atrocité », un sanglant outrage au droit ?

Aussi bien, le plan politique des Turcs apparaît-il clairement. Le Comité Union et Progrès fera au besoin quelques concessions aux Anglais et aux Français sur la question d'Arabie, à la rigueur même sur Bagdad et la Syrie, mais garder l'Arménie et supprimer les Arméniens sont des conditions nécessaires à la réussite du plan pantouranien, tel que les Rohrbach et autres théoriciens de l'expansion asiatique allemande l'ont tracé et tel que nous l'expliquions dans notre précédent article avec M. Mandelstam et son livre pour guides. Les conditions de la paix imposée à la lâcheté des maximalistes sont significatives à cet égard, s'il est vrai que les Turcs aient exigé l'évacuation complète de l'Arménie dans dix semaines et toutes facilités pour eux d'établir des rapports avec les provinces voisines de la Turquie (il s'agit évidemment des Tatares et des diverses populations musulmanes du Caucase). Les bataillons arméniens, qui occupent l'ancien front aux endroits les plus dangereux, sont déjà qualifiés de « bandes » et de « brigands » et vont être maintenant accusés d'être des rebelles contre qui tous les moyens sont permis. « Attendu, dit le communiqué turc du 15 février, que les atrocités commises par les bandes en question prennent tous les jours plus d'extension, le commandant de notre armée du Caucase a reçu l'ordre de prendre des mesures efficaces pour protéger contre ces actes d'hostilités, dans la zone évacuée par les Russes, les biens, l'honneur et la vie de nos compatriotes et pour maintenir la sécurité dans les territoires mentionnés. » Voilà comment les Turcs, alliés des Allemands, préparent et annoncent un massacre prochain.

Cependant, Turcs et Allemands, à Brest-Litovsk, se sont rendus compte qu'un retour de l'Arménie sous le

joug turc demandait à être préparé. Les « neutres » pourraient, en effet, s'étonner et protester. Aussi a-t-on entendu Djavid Pacha, à Berlin, promettre aux Arméniens tant de félicités qu'ils oublieraient bien vite les petits malentendus de 1915. En même temps le parti turc qui représente l'opposition faisait, en Suisse, les avances aux Arméniens dont nous avons parlé ici (1). A Brest-Litovsk, Hakki Pacha a parlé sympathiquement des Arméniens et a même émis quelques regrets sur les excès passés, mais il a bien spécifié que l'amélioration du sort des Arméniens était une question purement intérieure que les Turcs régleraient seuls. L'histoire prouve qu'en effet on peut s'en rapporter à eux !

« Soldats, disait Kléber à ses troupes d'Égypte en portant à leur connaissance une sommation turque, on ne répond à de telles insolences que par des victoires ! » Et il enfonçait une armée turque à Aboukir. Sa proclamation héroïque devrait être mise à l'ordre du jour de l'Entente. Les plans des Turcs inspirés et soutenus par leurs maîtres Allemands ne doivent pas être réalisés ; leurs forces, d'ailleurs, ne sont pas en rapport avec leurs ambitions ; leurs faciles succès sur les maximalistes leur ont fait perdre le sens des réalités. Déjà l'avantage du général Allenby à Jéricho est pour leur orgueil un avertissement. Qu'un mouvement en avant vigoureux se dessine dans les armées de Palestine et de Mésopotamie et l'on verra s'effondrer les dernières armées que la Turquie, épuisée au service des Allemands, puisse mettre en ligne. En Arménie même et au Caucase, les Arméniens et les Géorgiens, qui savent qu'ils n'ont aucun quartier à attendre des Turcs et qu'un même sort les attend, se disposent à résister. La République du Caucase est indépendante et

(1) N° 2 p. 64-65

elle a le droit de résister pour son compte aux Turcs envahisseurs et massacreurs; elle a le droit de ne pas reconnaître le traité qui livre aux Turcs une partie de son territoire. Mais ses forces sont limitées et il importe que les Alliés poussent en avant l'armée anglaise de Bagdad pour établir à temps une liaison avec les éléments qui, en Perse et en Arménie, sont résolus à lutter contre les Turcs et à les arrêter. Enfin, il nous appartient d'en appeler à l'opinion universelle de cette nouvelle condamnation des Arméniens arrachée à la pusillanimité des maximalistes; même en Allemagne il y a des hommes prévoyants qui désapprouvent les folies sanglantes du panturcisme. Les gouvernements de l'Entente ne devraient pas se lasser de répéter, après le Président Wilson, que la question d'Arménie, comme celles de Syrie, de Pologne, d'Ukraine ou de Lithuanie, est internationale et ne se réglera pas à huis clos entre complices. Les neutres s'honoreraient en s'associant à une telle protestation: c'est leur intérêt qui est en jeu. L'opinion civilisée attend à bref délai des gouvernements alliés une déclaration qui, une fois de plus, fasse retentir la voix du droit et de l'humanité en face des hypocrisies sanglantes des Turcs et des Allemands et des utopies déliquiscentes des révolutionnaires russes. Mais cette revendication, il faut l'appuyer sur la force et l'étayer par des victoires.

RENÉ PINON.

L'Arménie

et la Question des Nationalités

A l'heure où la question des nationalités se pose avec une acuité de plus en plus accentuée, où des résurrections ou des regroupements de peuples surgissent à l'horizon diplomatique, il m'a paru d'un haut intérêt d'envisager le problème arménien sous le jour de ce principe des nationalités qui sera incontestablement le principe inspirateur des négociations de paix quand l'heure de celle-ci aura sonné.

Certes, la Justice seule suffirait, me semble-t-il, à codifier politiquement les légitimes aspirations des Arméniens qui ont puisé leur droit national dans les plus tragiques souffrances qu'un peuple ait endurées.

Mais la Justice est affaire — trop souvent — de sentiment. Celle-ci doit être renforcée de la logique et donc de la raison. Or, en ce qui concerne la solution du problème arménien — et celui-ci existe, en dépit des Turcs jeunes ou vieux — la justice et la logique sont d'accord.

C'est ce que je vais essayer de démontrer par ces quelques réflexions, volontairement écourtées en raison du cadre mesuré de cette revue dont le moindre bien que l'on puisse dire est qu'elle est née à une minute opportune.

Une nationalité est constituée par divers éléments assez complexes et que je n'ai pas l'intention d'analyser aujourd'hui, cette analyse devant m'entraîner trop loin. Il en est trois, cependant, que je considère comme essentiels : 1° L'originalité intellectuelle; 2° La capacité politique; 3° La valeur des facultés économiques. Si l'Arménie possède ces trois qualités, elle est capable de vivre nationa-

lement et donc elle doit vivre nationalement. Envisageons donc ces trois points de vue, après quoi nous pourrions apporter à notre étude une conclusion qui, pour ma part, m'apparaît conforme au désir des Arméniens de redevenir arméniens intégralement dans leur patrie reconstituée.

L'Originalité intellectuelle. — Le style, c'est l'homme, a dit Buffon; un peuple, ajouterai-je, exprime sa personnalité par sa littérature.

Je l'ai souvent écrit : ce par quoi s'affirme cette originalité arménienne, c'est par ce mariage harmonieux entre l'idéalisme occidental et la pensée orientale. L'intelligence arménienne est un trait d'union qui relie le concept de l'Occident au concept de l'Orient et cela depuis qu'il y a des Arméniens qui pensent et qui écrivent, c'est-à-dire depuis les temps les plus lointains.

Orientale, elle l'est par ce que j'appellerai les fresques éblouissantes où se plaît sa pensée. Un flot d'images, riches à l'excès, l'emporte vers les rives où se dressent les mirages de la vieille Asie, drapée de voiles que soulève légèrement la brise des rêveries nonchalantes tendues vers les aurores éclatantes, les crépuscules étincelants et les nuits phosphorescentes qui font de l'Orient une perpétuelle féerie de lumière.

Depuis Nahabed Koutchak jusqu'à Djivani, l'Orient tout entier est inclus dans la littérature arménienne.

Et certes, d'autres littératures orientales lui sont, à ce point de vue, apparentées. Mais voici l'originalité : la pensée arménienne ne se résout pas à se fondre dans l'unique âme orientale. Elle s'acommode peu du fatalisme asiatique qui lui apparaît comme infiniment inférieur à la conception de la volonté agissante, c'est-à-dire de la liberté humaine dont la notion relève de la philosophie occidentale. Le grand trouvère Koutchak a écrit : « Celui qui ploie sous les peines meurt avant son jour. »

Et, vous le savez, avec une indomptable énergie, la pensée arménienne est restée droite sous les avalanches

répétées des invasions successives qui n'ont jamais absorbé ce peuple demeuré debout et qui fut toujours réfractaire à toute assimilation. Rappelez-vous les belles chansons du village de Kolthn et les grands couplets de la ville d'Eghine, et Moïse de Khorène et la poésie classique et surtout peut-être la littérature moderne qui n'est qu'un long refrain d'espoir et un incessant appel à l'énergie féconde.

Aussi bien, cette unité de la pensée arménienne se manifeste, non seulement en Arménie même, mais aussi dans tous les pays du monde que durent prendre pour asile les penseurs arméniens chassés par les rafales des invasions et par les tempêtes des tyrannies. Donc, sur ce premier point qui constitue un peuple : l'originalité intellectuelle, le peuple arménien exprime une individualité qui sera l'un des arguments les plus forts sur lesquels se fondera son nouveau destin.

La Capacité politique. — Je suis de ceux qui pensent que la capacité politique d'un peuple est en fonction de son individualité intellectuelle. La transition entre mes deux principes m'est donc aisée. Le peuple arménien étant un peuple par sa pensée, il l'est *ipso facto* par son aptitude à se gouverner soi-même. Nation presque toujours sous un joug, l'Arménie n'a pu, évidemment, laisser s'épanouir ses merveilleuses facultés politiques. Mais il nous est possible, néanmoins, d'en avoir une idée en considérant ce dont furent capables certains grands Arméniens dans leurs patries d'adoption, ou de résidence.

Qu'il me suffise de rappeler le rôle de tout premier plan joué en Egypte par Nubar Pacha, « le Cavour de l'Orient » ; par Odian, le bras droit de Midhat Pacha qui établit les bases de la constitution ottomane ; par Malcom Khan dont le nom demeure attaché à la grande réforme de Perse ; par Ephrem Khan qui incarna la révolution persane et qui mérita d'être surnommé : « le Garibaldi de l'Orient », et Loris Melikof, l'un des plus grands généraux et diplomates de la Russie moderne. Je m'en tiens

à ces quelques exemples que je pourrais multiplier si je voulais montrer l'action d'un grand nombre d'autres Arméniens en Russie et ailleurs. Mais ceux-ci sont assez illustres pour m'être suffisants.

Pour le surplus, indiquerai-je l'immense organisation qui révèle un génie politique profond et qui s'élabore, à l'heure actuelle, aux régions caucasiennes où une vie nouvelle va surgir des ruines si tragiquement accumulées.

La valeur des facultés économiques. — Ce n'est pas seulement par son individualité intellectuelle et sa capacité politique que le peuple arménien constitue une véritable nationalité, c'est aussi par ses merveilleuses aptitudes économiques.

Aux Indes, en Chine, les Arméniens furent, de tout temps, les fortes intelligences qui contribuèrent, pour une part prépondérante, au développement du commerce et de l'industrie entre l'Orient et l'Occident.

A Constantinople, un grand nombre de beautés qui captivèrent le génie d'un Pierre Loti sont dues aux facultés créatrices d'Arméniens.

Et, d'ailleurs, l'aptitude commerciale arménienne n'est-elle pas légendaire à travers le monde ?

Cette réputation a été enregistrée par des observateurs particulièrement qualifiés.

Dans son « Histoire du Commerce et de la Navigation », Huet écrit : « Les Arméniens se servaient du Tigre et de l'Euphrate pour trafiquer avec la Perse. Ils allaient à Babylone, le long de l'Euphrate, dans des bateaux de cuirs ronds et légers. La mer Caspienne, le Pont Euxin fournissaient aux Arméniens les marchandises qu'ils débitaient en Perse. Par là, non seulement le trafic du Nord se faisait en Perse, mais encore celui des Indes et de la Chine, dont les marchandises descendaient dans la mer Caspienne par la rivière d'Oxus et, de cette mer, en remontant le fleuve Cyrus, s'approchaient du Pont Euxin (Mer Noire) d'où elles se répandaient dans toute l'Europe ».

Pitton de Tournefort portait ce jugement sur les commerçants arméniens, en 1718 : « Non seulement ils sont les maîtres du commerce du Levant, mais ils ont une grande part à celui des grandes villes de l'Europe. » Dans son « Voyage dans l'Empire Ottoman », Olivier écrit : « Ce sont les Arméniens qui, dans l'Empire Ottoman, font le plus grand commerce et qui le font avec le plus d'intelligence. Ils sont patients, économes, infatigables. Ils ont des magasins et des correspondants partout. »

Il m'apparaît donc que point n'est besoin d'insister sur ce côté de la question, la réputation commerciale des Arméniens étant, d'ailleurs, comme je le disais plus haut, de notoriété universelle.

∴

Ainsi, intellectuellement, politiquement, économiquement, le peuple arménien réunit les qualités essentielles sans lesquelles une nationalité ne repose sur aucune base profonde.

Si j'ajoute combien ce peuple est attaché par des affinités et des liens puissants, à la civilisation occidentale, et, dans la civilisation occidentale, à la culture latine et, dans la culture latine, au génie français, j'aurai démontré, me semble-t-il, bien qu'en raccourci, d'une part, la légitimité fondée de ses espérances en une vie nationale enfin reconstituée et, d'autre part, l'intérêt primordial qu'a la France à cette reconstitution, puisqu'en Orient, l'Arménie s'est toujours affirmée, en quelque sorte, comme le prolongement de la France sous ses traits originaux et bien à elle. Et puis, n'est-ce pas, tous ses morts ont assez démontré combien digne elle est de la nouvelle vie qu'elle rêve et qu'elle doit reconquérir au jour du règlement des comptes.

EMILE PIGNOT.

DOCUMENTS

Extraits

du Discours prononcé par M. Balfour

à la séance du 27 février de la Chambre des Communes

En réponse à une interpellation de M. Holt, député, M. Balfour a prononcé le 27 février expiré, un long discours qui constitue une réplique aux toutes récentes déclarations du chancelier allemand, le comte Hertling.

Nous détachons de ce discours les passages suivants concernant le sort des nationalités de l'empire ottoman :

« Je reviens aux troisième et quatrième principes posés par le président Wilson : — « Ce que l'on doit retenir de tous ces règlements territoriaux, ce sont les intérêts et les avantages des populations auxquelles ils s'appliquent. » — Je désire que la Chambre se rende compte comment le comte Hertling entend appliquer ce principe — d'après une traduction d'un paragraphe de son discours et en l'appliquant à la politique mondiale. Il mentionne trois pays dont il désire voir le retour aux Turcs : l'Arménie, la Palestine et la Mésopotamie. L'honorable député croit-il que les intérêts et les avantages des populations de ces contrées auraient été consultés lorsqu'elles seraient rendues à leurs maîtres turcs ? Le comte Hertling nous accuse d'avoir été animés de desseins purement ambitieux lorsque nous avons conquis la Mésopotamie et lors de la prise de Jérusalem ; et je suppose qu'il considère la Russie d'autrefois comme ayant été animée de desseins purement ambitieux lorsqu'elle a occupé l'Arménie. Mais c'est la Turquie qui est

entrée en guerre et nous a cherché querelle avec des intentions purement ambitieuses. L'Allemagne lui avait promis la possession de l'Égypte. C'était pour s'emparer de l'Égypte et attirée fortement par cet appât qu'elle a joint ses forces à celles des puissances centrales. En quoi aurait-on consulté le bonheur, les avantages et les intérêts des populations d'Égypte en laissant conquérir ce pays par les Turcs? Les Allemands, dans leur recherche du plus grand bonheur de ces populations, auraient replacé l'Égypte sous le pire joug que le monde ait jamais connu; ils voudraient, s'ils le pouvaient, détruire l'indépendance arabe; ils voudraient, s'ils le pouvaient, remettre le pays qui est le centre de si pieux intérêts — la Palestine — sous le régime de ceux qui l'ont rendu stérile pendant tous ces siècles, tout comme ils ont rendu stériles tous les territoires auxquels ils ont imposé leur domination. » (*Applaudissements*).

L'historique des Accords secrets d'après « L'Asie Française »

Nous croyons utile de reproduire, à titre documentaire, l'historique suivant, émanant d'une source aussi autorisée que la Revue L'Asie Française, de ces « Accords Asiatiques » intervenus entre les Puissances alliées au cours de l'année 1916, que d'aucuns se sont plu à dénommer « les accords secrets ». On trouvera dans cet historique des renseignements et des éclaircissements relatifs à l'origine, au sens et à la portée de ces accords. Ces éclaircissements viennent au bon moment, alors que dans les articles publiés ou reproduits dans notre Revue on rencontre de fréquentes allusions à ces accords: ils aideront du reste les lecteurs à se rendre un compte exact de la position diplomatique de la question arménienne dans une période où la Convention dont il s'agit semblait avoir le caractère d'un règlement définitif.

A la fin de novembre, les maximalistes ont adressé au monde un « décret » de paix. A cette occasion, M. Trotsky prononça un discours public dans lequel il disait : « Tous les traités secrets de la Russie seront bientôt publiés... »

Immédiatement, les organes maximalistes, l'*Isvestia*, la *Pravda* et la *Znamia Trouco* publiaient les traités secrets passés pendant la guerre entre les gouvernements alliés et la Russie. Une grande partie d'entre eux avait trait à l'Asie. Aucun d'ailleurs n'était inconnu, du moins dans sa substance, du public qui s'occupe de questions extérieures. Le chancelier allemand les avait déjà analysés et dénoncés comme des instruments d'impérialisme dans son interview du 28 juillet et son discours du 21 août.

.....
Chacun savait donc les tractations auxquelles la demande de la Russie de se faire reconnaître Constantinople donnèrent lieu.

C'est le 4 mars 1915 que le gouvernement russe, apprenant l'attaque qui se préparait contre les Dardanelles, fit connaître aux ambassadeurs de France et d'Angleterre à Petrograd le désir d'annexer Constantinople, le littoral occidental du Bosphore, la mer de Marmara et les Dardanelles ainsi que le territoire de la Thrace jusqu'à la ligne Enos-Midia et la rive orientale entre le Bosphore et un point à fixer sur le golfe d'Ismid ainsi que les îles de la mer de Marmara et les îles d'Imbros et de Ténédos qui sont devant l'entrée des Dardanelles dans la mer Egée. Les gouvernements de Paris et de Londres répondirent qu'ils acceptaient à la condition que Constantinople deviendrait un port franc et que les droits de la France et de l'Angleterre en Asie-Mineure seraient reconnus. Et c'est alors qu'eurent lieu des négociations à la suite desquelles les droits spéciaux de la France sur la Syrie furent reconnus non seulement par la Russie, mais encore par l'Angleterre qui, de son côté, se faisait reconnaître une sphère d'influence en Mésopotamie ainsi que la possibilité d'établir un port à Caïffa avec un chemin de fer reliant ce point de la côte de la Méditerranée à la Mésopotamie.

Jamais les Alliés n'avaient nié ces traités. Ils ne furent pas rendus publics, mais ils arrivèrent peu à peu à la connaissance de toute la partie de l'opinion qui s'occupe des questions extérieures. De fréquentes allusions y furent faites dans la presse et on sait maintenant qu'ils furent l'objet des discussions de certains de nos comités secrets. Récemment, leur existence vient encore d'être reconnue dans la séance de la Chambre des Communes du 4 décembre. M. Lambert ayant demandé si, conformément aux arrangements anglo-franco-russes, la France devait recevoir à la fin de la guerre le littoral de Syrie, le vilayet d'Adana et une partie de la petite Arménie et si l'intention des Alliés était toujours de combattre jusqu'à ce que cet objet fût atteint, Lord Robert Cecil a répondu : « Aucun arrangement de cette sorte n'a été conclu au commencement de la présente année. Les accords conclus entre les puissances ci-dessus nommées en ce qui concerne l'Asie-Mineure n'impliquaient pas d'annexion. »

Cette interprétation est parfaitement exacte. La France et l'Angleterre ne pensaient pas annexer de territoires. Elles avaient seulement voulu s'assurer la possibilité de maintenir l'équilibre des intérêts en Orient et la protection de leur clientèle traditionnelle en présence du développement énorme que l'annexion de Constantinople réclamée par la Russie ne pouvait manquer de donner à l'action et à l'influence de cette puissance.

Tout cela était tellement connu que les révélations de M. Trotsky n'ont surpris ni scandalisé personne en dehors des maximalistes eux-mêmes. Ceux-ci, au lieu de dénoncer « l'impérialisme » des bourgeoisies anglaises et françaises, auraient mieux fait de sortir de leur esprit doctrinaire et absolu et d'examiner l'histoire qui enseigne aux hommes la modération et le sens du relatif. Ils y auraient du moins appris que la politique de la France et de l'Angleterre n'avait été dans cette affaire que la conséquence et l'on peut même dire l'antidote des impérialismes manifestés par les gouvernements de Constantinople, puis de Petrograd. Ni à Paris, ni à Londres, on ne pouvait

éprouver aucune pudeur à voir publier les traités secrets relatifs à l'Asie et on ne doit mettre aucune pudeur maintenant à déclarer qu'ils sont intégralement maintenus entre la France et l'Angleterre, quoiqu'il ait convenu à la Russie de se retirer du pacte des Alliés.

..

Les deux puissances occidentales ont été amenées d'abord par les Jeunes-Turcs eux-mêmes, comme nous l'avons déjà fait observer, à conclure les accords dénoncés par les maximalistes quand la Turquie tira l'épée contre elles dans l'automne 1914. Elles n'avaient pas alors plus de buts de guerre que n'en a un passant attaqué par un apache au coin d'une rue. Elles avaient espéré jusqu'au dernier moment que celui qui les attaqua alors ne serait pas un apache; elles lui assuraient l'intégrité de son territoire par des promesses auxquelles leur politique traditionnelle de maintenir l'intégrité de l'Empire Ottoman donnait la plus évidente sincérité. Et même l'agression d'octobre 1914 ne les fit pas tout d'abord revenir de cette politique. Elles ne comprenaient pas bien encore ce que signifiait la décision des Enver, des Talaat et consorts, et l'impérialisme turc féroce qu'ils ont conçu et dont les massacres d'Arménie ont été à la fois le procédé et la démonstration les plus caractéristiques. Quand l'opération contre les Dardanelles fut résolue, c'était comme un moyen de mettre la Turquie hors de cause, de l'éliminer de la guerre, et non de la démembrer. C'est seulement lorsque la Russie réclama Constantinople que la France et l'Angleterre se virent amenées à participer à un projet de démembrement dont le gouvernement jeune-turc seul était coupable d'avoir fait naître l'occasion.

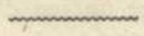
C'est une naïveté ou une hypocrisie, même pour un bolchevik, de s'indigner de ce que, dans de telles circonstances, l'Angleterre ait voulu réserver à son influence la Mésopotamie, qui couvre la Perse méridionale et la route de l'Inde, et de ce que la France, obligée alors de prévoir un bouleversement général de l'Orient, ait revendiqué de présider aux destinées des peuples de Syrie, ses clients traditionnels, quand ils auraient

à s'organiser hors du cadre, ou mieux du carcan turc qui les opprimait.

Et encore a-t-il fallu à nombre de Français et d'Anglais tous les déboires et beaucoup de réflexions pour leur faire quitter le terrain illusoire d'une prochaine réconciliation avec la bonne vieille Turquie de leurs souvenirs ou de leurs rêves, qu'ils s'attardaient à croire momentanément égarée par une équipe de jeunes gens inconsidérés, et moins coupable que dupe de ses maîtres allemands. L'histoire, si elle est bien faite, pourra montrer aux hésitations qui durèrent même alors à quel point la turcophilie était entrée dans les moelles de la France et de l'Angleterre. Si nous publions un compte rendu des délibérations du *Comité de l'Asie française* on verrait à quel point la politique traditionnelle de culture dans tout l'Empire Ottoman se défendit jusque dans ces milieux « coloniaux » dont on dénonce si volontiers l'impérialisme omnivore, contre la politique des sphères d'influence et d'action que l'agression turque, puis la revendication russe imposaient cependant avec tant de netteté.

..

Cette suite de faits qui explique et justifie si bien la politique de la France et de l'Angleterre, est bonne à rappeler au moment où les successeurs des gouvernants russes de 1915 dénoncent l'impérialisme des bourgeoisies française et anglaise. La France et l'Angleterre n'ont pas à s'émouvoir de ces accusations. Elles ont encore moins à renier les arrangements qu'elles ont conclu en 1915 pour régler les questions délicates que devaient nécessairement faire surgir entre elles les modifications profondes que la guerre provoquée par la Turquie pouvait apporter à l'Orient. Elles trouvent dans ces arrangements la base nécessaire pour éviter que les questions d'Asie ne viennent troubler l'harmonie générale que les conditions de toute la politique internationale leur conseillent de maintenir entre elles.



REVUES ET JOURNAUX

L'Asie Française, dans son numéro 171 (Octobre-Décembre 1917) a publié un article de fond de M. Robert de Caix sous le titre : *L'année 1917 et les problèmes d'Asie*. L'érudition et la compétence en matière de politique étrangère de l'auteur sont assez connues pour nous dispenser de souligner l'importance de cette étude qui présente la question d'Orient telle qu'elle se pose à l'heure actuelle. Dans l'impossibilité de reproduire intégralement l'article qui dépasse les cadres de notre Revue, nous en détachons les parties qui intéressent plus particulièrement nos lecteurs. Les extraits partiels que nous faisons n'en sont pas moins suffisants pour mettre en relief la connexion et l'interdépendance des divers problèmes qui se posent en Orient. En effet, si la portée réelle de ces différentes questions a si longtemps échappé à l'attention publique, c'est qu'on a eu tort de les considérer chacune séparément et intrinsèquement, sans tenir compte de leurs relations entre elles et surtout des intérêts internationaux de la plus haute importance auxquels elles se trouvent si intimement liées.

L'année 1917 et les problèmes d'Asie

Le péril turc

Nous avons montré à plusieurs reprises quels problèmes ont été posés pour les puissances occidentales par l'entrée de l'Empire ottoman dans la guerre. Pour l'Angleterre, il s'agit de couvrir l'Égypte et l'Inde qui ont été directement menacées par l'annexion de la Jeune-Turquie à l'impérialisme germanique. La Perse, travaillée par tout un jeu d'intrigues turques et allemandes, a été envahie. L'Afghanistan a été l'objet d'attentions

qui auraient pu devenir fort inquiétantes si les armées turques n'avaient pas été arrêtées dans l'Ouest du plateau de l'Iran. La Turquie, sous le Comité comme sous Abd ul Hamid et toujours conseillée par Berlin, a essayé de créer en Arabie un état de choses qui donnerait des bases plus solides à une propagande panislamique dont non seulement l'Égypte et l'Inde, mais encore l'Afrique française elle-même seraient affectées si les armes turques sortaient avec avantage de l'aventure. C'est-à-dire que la sécurité de la France est menacée par la Turquie comme celle de l'Empire britannique lui-même. En outre, le résultat de nos sept siècles d'efforts en Orient est mis en question par les Jeunes-Turcs qui ont abrogé les capitulations, massacré nos clients, confisqué nos établissements; s'ils peuvent se reposer sur de tels lauriers, non seulement nous disparaissions du Levant, mais encore nous sommes compromis jusqu'au bout du Moghreb, car nous aurons perdu la face dans tout le monde oriental. Aussi, s'il est naturel que l'Angleterre, plus directement intéressée, fournisse le principal effort dans la guerre d'Orient, nous y sommes absolument solidaires de sa cause.

.....

Voilà donc l'Angleterre, qui couvre maintenant la Perse jusqu'à la hauteur de Khanikine, menacée de voir plus au Nord recommencer sans obstacles la variante du *Drang nach Osten* qui attaque l'Iran et menace les approches de l'Inde. Et à ce péril immédiat s'ajoute un danger plus vague, mais à peine moins troublant, quoi qu'il ne paraisse pouvoir prendre forme que dans l'après-guerre : les Turcs semblent vouloir agir comme si l'Orient avait changé son « homme malade » et comme si la Russie remplissait maintenant cet emploi jusqu'ici attribué à l'Empire ottoman. La déliquescence de la Russie révolutionnaire leur inspire des espoirs prodigieux : avant tout, celui d'attirer, d'incorporer la plupart des vingt millions de musulmans de l'ex-empire russe, dont plus de seize millions parlent des dialectes turcs. Nous reproduisons plus loin des articles publiés en Angleterre et qui, exposant cette idée, montrent

ce que devient le « pantouranisme » (1) grâce à la défaillance de la Russie. Ils nous font comprendre comment nous arrivons à un moment où on va sans doute parler autant du Berlin-Bokhara que du Berlin-Bagdad. Et, par un renversement paradoxal des choses, voici que l'Angleterre se sent non soulagée, mais menacée et isolée pour la guerre et pour l'après-guerre, par la disparition de la puissance russe des abords de l'Inde. Elle avait composé avec cette puissance par les accords de 1907 : ceux-ci devaient rendre la Russie inoffensive pour les Indes britanniques, mais la Russie s'efface à peine était-elle devenue par là un voisin innocent et même, par l'Alliance de 1914, un voisin tutélaire.

Une paix séparée avec la Turquie peut-elle être envisagée ?

Certains esprits estiment que l'éclipse de la Russie simplifie beaucoup plus la situation qu'elle ne la complique. Elle leur inspire une solution élémentaire : la paix avec l'Empire ottoman. Ils font observer que l'enjeu en vaudrait la peine. Des centaines de mille hommes seraient libérés sur le théâtre oriental qui pourraient venir renforcer les lignes en Occident et peut-être rendre décisive contre la Bulgarie une offensive de l'armée de Salonique. La paix avec la Turquie, ce serait en outre les Détroits réouverts et la possibilité de communiquer d'une manière large et pratique avec la Russie du Sud, c'est-à-dire de sortir de l'impuissance où sont actuellement les Alliés de secourir les associés qu'ils trouveraient en Russie contre les partis qui s'appuieraient sur l'Allemagne. Le désir de réserver la possibilité d'une paix avec la Turquie semble même exister parmi certains des dirigeants de l'Entente. C'est ainsi que le 4 décembre, dans son message au Congrès, le président Wilson disait, après avoir préconisé une déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Autriche-Hongrie :

(1) Nous nous réservons de nous occuper dans un prochain numéro du formidable plan d'expansion turque qui se traduit par ce mot « pantouranisme ».

La même logique devrait conduire à une déclaration de guerre à la Turquie et à la Bulgarie. Elles aussi sont les instruments de l'Allemagne, mais elles ne sont que de simples instruments et elles ne se trouvent pas jusqu'ici en travers du chemin direct de notre action nécessaire.

Mais de l'intelligence des raisons qui rendaient désirable la conclusion de la paix avec la Turquie et du désir de la conclure à la possibilité de le faire il y a loin. Une paix sur la base du *statu quo* antérieur à 1914, qui semblerait sans doute fort peu acceptable à l'équipe d'Enver-pacha ne serait pas davantage pour les Alliés. Dans tous leurs discours, les gouvernants de ces derniers proclament la nécessité de profonds changements dans une grande partie des territoires que l'Empire ottoman conserve encore ou que l'occupation étrangère vient de lui faire perdre.

L'auteur cite ici l'article 12 du programme de paix du Président Wilson préconisant la garantie de la souveraineté ottomane pour les parties turques de l'empire et l'instauration d'un régime autonome pour les nationalités non turques.

Cela signifie que le président Wilson, qui désirait sans doute la paix avec la Turquie, considère néanmoins que celle-ci ne saurait être rétablie sans assurer à l'Arménie, à la Syrie et aux régions arabes des conditions qu'elles n'avaient jamais connues jusqu'ici sous l'Empire ottoman. La même volonté a été exprimée par tous les gouvernants de l'Entente qui ont exposé dans ces derniers temps les buts de guerre de leurs pays et c'est ainsi que M. Lloyd George, parlant le 5 janvier aux délégués des Trade Unions, a exprimé la nécessité d'arracher à la souveraineté ottomane les nationalités opprimées. Il s'adressait cependant à un auditoire devant lequel il devait réduire au strict minimum les buts de guerre de son pays et cependant il n'a pu en exclure la libération de certaines populations de l'empire turc.

Voilà pour le côté allié. Quant aux Turcs, comment croire qu'ils acceptent les amputations ou tout au moins les restrictions de souveraineté dont on les menace ou même seulement

qu'ils se résignent au retour pur et simple au *statu quo* d'avant la guerre alors que les événements de Russie viennent leur rendre de grands espoirs? Le Jeunes-Turcs ne voudraient pas même seulement restaurer les institutions qu'ils ont pris sur eux de détruire, comme les capitulations et la liberté des établissements scolaires et hospitaliers des nations étrangères sur le territoire ottoman. Ils veulent faire de l'Empire une machine libérée de toute servitude et capable d'impérialisme au dehors. La politique qui a décidé les massacres d'Arménie est encore en pleine vigueur. La Turquie est absolument d'accord avec ses alliés allemands, bulgares et même autrichiens en ce qui la concerne. La Quadruplice a repris là le système des anciens conquérants asiatiques de détruire les populations embarrassantes ou d'en disperser les éléments dans des régions éloignées de leur patrie où ils doivent nécessairement se dénationaliser tout en contribuant à un développement économique auquel ils ne sauraient donner leur forme nationale. C'est ainsi qu'on annonçait dernièrement que les Turcs internaient dans la région de Koniah non seulement des Grecs arrachés au littoral de l'Asie Mineure, mais encore des Serbes et des Italiens enlevés de Serbie ou de Dalmatie, où ils feront place à des éléments étrangers, tandis qu'eux-mêmes n'auront aucune chance de préserver leur nationalité sur le plateau turc d'Anatolie. Il faut une grande dose d'optimisme pour croire que la Turquie d'Enver-pacha soit disposée à renoncer à cette politique barbare et se sente prête à redevenir la bonne et vieille Turquie d'autrefois plus amie de la France et de l'Angleterre que de l'Allemagne. La dépendance où elle est vis-à-vis de cette puissance ne fait qu'augmenter. Tous les exposés que l'on donne de l'état des finances turques pendant la guerre montrent à quel point l'emprise allemande est grande sur la Turquie: à l'heure actuelle on peut dire que les Allemands se sont entièrement emparés des finances ottomanes. De plus, l'équipe dirigeante en Turquie ne peut justifier ses violences que par la victoire et par le succès d'une politique impérialiste!

Comme nous le disions plus haut, les négociations de Brest-Litovsk montrent assez clairement à quel point les dirigeants

tures sont loin de penser à accepter la paix telle que la conçoivent les puissances occidentales.

L'auteur mentionne ici les conditions de paix proposées aux Russes par les délégués ottomans à Brest-Litovsk, conditions que nos lecteurs connaissent déjà (1).

Les tendances qu'indique un tel document sont claires. Il n'y a pas la moindre apparence que la Turquie du pantouranisme se prépare à accepter le minimum que l'humanité, la dignité et un souci de leurs intérêts légitimes doivent obliger les Alliés à exiger. Là, comme en Europe, c'est seulement la guerre qui pourra incliner l'ennemi à se rapprocher de notre point de vue.

La Question Arménienne

En ce qui concerne l'Arménie les choses sont moins faciles en raison de toutes les voix qui s'élèvent en sa faveur jusque dans le sein du parti révolutionnaire russe. Et l'on ne doit pas être surpris d'un télégramme Havas publié le 14 janvier et qui annonçait que le Conseil des Commissaires du Peuple déclarait au peuple arménien que le gouvernement des paysans et des ouvriers de la Russie soutient le droit des Arméniens en Russie et en Turquie jusqu'à l'indépendance complète et au droit de fixer librement leurs destinées.

Le problème qui se pose de ce côté est le même que celui qui se pose pour les populations des provinces baltiques et de la Pologne. Les maximalistes ne peuvent céder sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui est leur raison d'être ; mais d'autre part ont-ils conservé les moyens matériels nécessaires pour le défendre contre les puissances centrales qui l'écartent et l'escamotent en bafouant en ce moment les délégués de la Russie révolutionnaire à Brest-Litovk ?

(1) *Déclarations de Talaat Pacha* — dans le 3^e numéro de notre Revue, pages 99-100.

Quoi qu'il en soit et même si on pouvait espérer que l'éducation pénible que font en ce moment les maximalistes les amènera à des efforts pour que la Russie puisse de nouveau donner quelque appui aux alliés d'Occident, (1) ceux-ci n'ont aucune chance en dehors des moyens de guerre de conclure une paix convenable avec l'Empire ottoman. Il n'est pas question pour la Turquie de rien faire pour réparer les griefs des Arméniens, des Syriens et des autres allogènes. Il n'est même pas question pour elle de restaurer les institutions qu'elle a détruites pendant la guerre. La Turquie d'avant 1914 n'est plus qu'un souvenir et on ne voit guère de chance pour qu'elle puisse être restaurée. Le jour où les gouvernants actuels de l'Empire ottoman accepteraient cette restauration c'est qu'ils seraient dans une situation si difficile que les Alliés pourraient leur imposer bien davantage. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas laisser entendre aux Turcs d'autres partis que la porte n'est pas entièrement fermée à toute espèce de conversations, ni qu'il ne faudrait pas aider ces autres partis à s'affranchir des maîtres actuels de la Turquie. Mais ce sont là des moyens bien secondaires, bien problématiques et bien précaires et, nous le répétons, l'année 1917 s'est close sans que, en raison de l'élément nouveau que la Révolution russe a apporté dans la situation, on voie d'autre moyen que le sabre d'établir un état de choses tolérable en Orient.

Conclusions

C'est ainsi que l'année 1917 se termine en laissant dans toute l'Asie la situation grevée, par l'effet de la Révolution russe, de problèmes nouveaux et énormes, encore très vagues en Extrême-Orient, mais en Orient d'une précision et, pour ainsi dire, d'une

(1) N. D. L. R. — On connaît que, depuis, le Conseil des Commissaires a ignominieusement capitulé devant l'ultimatum allemand en souscrivant aux conditions de paix imposées à la Russie et dont le cinquième paragraphe stipulait :

« *La Russie fera tout son possible pour assurer à la Turquie un retour régulier à ses anciennes frontières de l'Anatolie orientale.* »

Les troupes russes n'ont pas attendu d'ailleurs cette capitulation pour abandonner le front d'Arménie sans même donner le temps aux Arméniens d'organiser une milice nationale régulière.

dureté qui ne laissent d'autre alternative aux Alliés que la plus énergique continuation de la guerre. Ils ne peuvent en effet encore entrevoir aucune chance de conclure avec la Turquie pantouranienne une paix qui sauvegarderait leurs intérêts en Orient, ou même seulement qui empêcherait l'Asie occidentale de s'agréger définitivement au bloc qui menace d'écraser dans un prochain avenir les libertés de l'Occident. Plus que jamais au moment où vient de se terminer l'année qui a livré l'œuvre des tsars à l'émiettement des instincts populaires et aux démolisseurs maximalistes, la question pour la France, l'Angleterre, l'Italie et les États-Unis est d'empêcher une formidable *Mittel-Europa* de proliférer jusqu'au centre de l'Asie elle-même. Et ce n'est pas encore en entrant dans le doux sentier des combinaisons pacifiques qu'elles empêcheront la création de l'Empire autoritaire, germano-tartare qui menace toute leur civilisation.

R. C.

Vers les nouveaux massacres

Nous lisons dans le *Times* du 16 Février :

Une nouvelle manœuvre

On a eu récemment divers indices d'une tactique des Turcs qui, sous le couvert d'une apparente modération en ce qui concerne la Mésopotamie et la Palestine, concentreraient ouvertement leurs efforts pour garder l'Arménie. Cette exploitation de l'écroulement russe sera indubitablement basée, à la manière allemande, sur le droit des populations non arméniennes d'avoir le gouvernement de leur choix.

Il y a déjà des signes d'une action turque ou allemande. Le journal *Vorwaerts* reproduit, avec une absence de commentaires, — qui est plus éloquente encore que la suppression complète du « Communiqué » faite par les autres journaux allemands, — un long « communiqué » semi-officiel reçu de Constantinople en date du 4 février. Il porte un parfait air de famille avec les déclarations qui ont généralement précédé les massacres arméniens ; mais cette fois

l'argument est plus ingénieux encore que de coutume, comme l'exigent, en effet, les circonstances. Le communiqué attaque violemment les Bolcheviks pour avoir contrevenu aux termes de l'armistice russo-turc, en permettant aux troupes de l'armée du Caucase de se retirer dans l'intérieur de la Russie.

Il poursuit en ces termes :

« Profitant de ce commencement d'évacuation des territoires occupés par les armées russes, les Arméniens indigènes et les Arméniens appartenant aux unités russes ont pris la fuite, emportant leurs armes, avec l'intention de se tenir en arrière des territoires occupés. Là ils ont commencé à persécuter les populations d'origine ottomane, principalement l'élément musulman. Ces faits ont été formellement confirmés par des prisonniers de guerre turcs qui réussirent à gagner nos lignes, et aussi par ceux des indigènes qui parvinrent à échapper aux Arméniens. Ils ont aussi été confirmés par une députation qui nous a été envoyée, pour demander secours, par la population de ces contrées, qui n'a pas encore pu se soustraire aux persécutions arméniennes et qui vit encore sous la terreur ».

Le communiqué continue en déclarant que toutes les représentations faites aux Autorités Militaires ont été vaines et que les Turcs ont, paraît-il, été mis en possession d'une liste des atrocités que les terribles Arméniens ont commises.

Le Near East du 8 février s'est exprimé sur le même sujet comme suit :

La Turquie a commencé par télégraphier aux quatre coins du monde une hideuse moquerie (*a grim jest*) affirmant que : « Les troupes russes ayant été retirées d'Arménie, les Arméniens ont commencé à persécuter les Turcs ».

On ne croira à cette histoire qu'après avoir appris que c'est le lièvre furibond qui s'élançe sur le chasseur tremblant. La nouvelle lancée ainsi est très vraisemblablement le prélude d'un nouveau massacre des Arméniens qu'on justifiera comme *représailles* ».

La confirmation de ces lugubres pronostics ne s'est malheureusement pas fait attendre. Le Figaro du 28 février donne le récit suivant, d'après l'Agence des Balkans, des scènes qui ont marqué la rentrée des Turcs à Trébizonde :

Des milliers de trainards russes, capturés par la cavalerie turque, ont été fusillés, noyés, brûlés vifs. Quant à la population arménienne, tous ceux qui ont été pris ont été soumis à des tortures sans nom. Des sacs pleins d'enfants ont été jetés à la mer, les vieilles femmes et les hommes ont été crucifiés ou mutilés de façon horrible, et toutes les jeunes filles et femmes, jusqu'à des fillettes de dix et douze ans, livrées aux Turcs. Des scènes d'enfer se sont déroulées dans la malheureuse ville.

Nouvelles déclarations de Talaat Pacha

Nous lisons dans le Journal de Genève du 17 février :

La *Nouvelle Presse libre* de Vienne publie les déclarations faites à un de ses collaborateurs par le grand-vizir Talaat pacha.

Parlant du dernier discours de M. Wilson, Talaat pacha a affirmé que ce discours n'a pas fait sur lui une impression défavorable, car il rend possible des démarches ultérieures, à la condition toutefois que certains principes soient reconnus, notamment, en ce qui concerne la Turquie, celui de son intégrité territoriale et de son entière souveraineté. Talaat pacha a ajouté :

Le discours de M. Lloyd George, par contre, ne permet pas de songer à une discussion. C'est le cas notamment en ce qui concerne la comparaison faite entre la Belgique d'une part, et la Syrie, la Mésopotamie et l'Arabie d'autre part (1). Il est absolument certain que ces dernières régions sont des parties intégrantes et vitales de la Turquie. Dans la guerre, la Turquie se trouve dans une situation exactement semblable à l'Autriche-Hongrie. Les deux puissances ne réclament rien à personne et n'ont aucun désir d'annexion. Elles défendent seulement leur territoire, dont la conservation, pour toutes deux, est d'une nécessité vitale. Celui qui veut la paix doit tenir compte de ces considérations.

(1) Les lecteurs remarqueront que Talaat pacha ne fait aucune mention de l'Arménie : les Turcs s'obstinent toujours à nier l'existence d'une Arménie, même comme une *expression géographique* !

L'Effort Arménien

Nous détachons d'un article paru dans l'*Asie Française* sous le titre « *L'armistice russe* » les passages suivants qui jettent une lumière sur la situation militaire en Transcaucasie et donnent des renseignements sur le caractère des formations arméniennes qui sont engagées en ce moment dans une lutte inégale contre les envahisseurs turcs de leur patrie, abandonnée par les armées défaillantes russes. C'est à ces héroïques volontaires que font allusion les communiqués turcs de ces derniers jours parlant des « atrocités commises » et de la résistance opposée à leur avance par les « *bandes arméniennes* » !

.....

« Sans doute, il est possible de signaler des éléments meilleurs dans l'armée du Caucase que dans les armées qui tiennent les autres fronts russes. Les troupes d'Asie contiennent en effet au moins un contingent qui a une forte raison nationale de continuer la guerre contre la Turquie : ce sont les soldats arméniens. Ils seraient au nombre de trente mille dans l'armée russe du Caucase et, ces dernières semaines, depuis l'aggravation de la désorganisation militaire des armées du front européen, les soldats arméniens auraient filtré, autant que les circonstances le leur permettaient, à travers la Russie pour aller grossir les effectifs arméniens de l'armée du Caucase. Nous n'avons pas besoin d'insister pour faire comprendre l'intérêt qu'a cette population à continuer à lutter avec la dernière énergie. Les territoires qui ont été occupés lors des offensives du général Youdénitch jusqu'à Erzindjian et jusqu'au lac de Van sont parmi ceux qui traditionnellement ont toujours appartenu à l'Arménie. En outre, si l'armée russe du Caucase s'écroule complètement, les Turcs pourront avancer et c'est la population arménienne de la Transcaucasie russe elle-même qui se trouvera menacée d'un traite-

ment comme celui qui a anéanti la plupart des Arméniens de l'empire ottoman. Le danger est d'autant plus grand qu'il y a au Caucase une population tatare plus nombreuse que les Arméniens et Géorgiens réunis et que c'est une raison de plus pour que les Arméniens, non seulement essaient de prendre un rôle aussi grand que possible dans le gouvernement qui s'organise en Transcaucasie, mais encore qu'ils travaillent à renforcer du mieux qu'ils pourront l'armée qui protège les territoires arméniens repris à la Turquie, et même l'Arménie transcaucasienne qui est devenue le centre principal de la race et qui compte maintenant plus d'un million d'habitants arméniens.

« On annonce que les relations des Arméniens et Géorgiens sont très bonnes et que, si les Géorgiens n'ont pas le même désir que les Arméniens de continuer la lutte contre la Turquie, ils s'entendent du moins avec eux pour maintenir l'ordre en Transcaucasie et y contenir les populations tatars qui pourraient être disposées à exercer des violences sur tous les éléments chrétiens.

« Bien qu'on ne puisse encore voir nettement ce qui résultera de la défaillance militaire russe en Transcaucasie, on ne saurait douter que ce qui vient de se passer sur ce front militaire doive avoir des conséquences fâcheuses pour les autres théâtres d'opérations de l'Asie occidentale. Signalons dès à présent que l'armée turque qui se trouve en face des lignes russes d'Arménie bénéficie de la situation nouvelle puisque ses communications qui étaient très difficiles sont améliorées du fait que l'armistice a suspendu les opérations de la flotte russe de la mer Noire et que les communications par eau ont pu déjà reprendre entre Constantinople et les ports septentrionaux de l'Asie-Mineure qui peuvent servir de base à l'approvisionnement des troupes ottomanes dans cette région. »

..

Il convient de rapprocher de ces appréciations de l'*Asie Française* un entrefilet du *Temps* du 28 février qui fait égale-

ment ressortir le rôle joué par les volontaires arméniens sur le front du Caucase :

La *Pravda* avait annoncé qu'un ultimatum turc a demandé l'évacuation de Trébizonde dans le délai d'une semaine. Une dépêche d'Amsterdam relate le fait de la rentrée des Turcs, le 24 février, dans cette ville, qui aurait été purgée des *bandes*.

Ce fut le 18 avril 1916 que les troupes impériales russes, sous le commandement suprême du grand-duc Nicolas, faisaient leur entrée à Trébizonde. Cette victoire venant après celle d'Erzeroum portait un coup mortel à l'armée turque, en la privant d'une voie facile pour son ravitaillement en Arménie. Après avoir conquis l'Arménie, le grand-duc Nicolas avait tourné ses efforts vers la Mésopotamie, pour y donner la main à l'armée britannique. A peine touchait-il au but que la révolution éclata, et le désordre de la capitale s'étendit petit à petit aux extrémités les plus éloignées de l'empire.

La désorganisation devenait complète quand surgit sur place une force de résistance qui arrêta longtemps et arrêta encore le reflux des Turcs : les montagnards de l'Arménie, que les communiqués turcs qualifient de *bandes*. Ces héroïques volontaires avaient réalisé des exploits signalés dès le début de la campagne du Caucase ; Bayazid, Van et d'autres villes encore avaient été enlevées aux Turcs grâce à leurs efforts. Mais leur patriotisme inspirait des alarmes aux susceptibilités de l'impérialisme tsariste, et ils furent licenciés. Dans la désorganisation générale du vaste empire, les régiments de volontaires arméniens ont pu se réorganiser pour défendre pas à pas leur sol contre un maître barbare.

Le martyr du peuple arménien, qui ne fait que commencer malgré un million de cadavres déjà entassés, son héroïsme, sa fidélité à ses traditions et à ses amitiés méritent d'attirer l'attention du monde civilisé. C'est un des aspects les moins connus de cette guerre et non des moins pathétiques.

Le Gérant : EMILE BERTRAND.

Imp. M. FLINIKOWSKI, 216, Bd Raspail, Paris (14^e)

